



CULTURE | CHRONIQUE
PAR MICHEL GUERRIN

Le fiasco de la période Covid

Durant la crise liée au Covid-19, les musées, théâtres, cinémas ou salles de concerts ont tenu grâce à l'argent public. L'ardoise s'élève à 3,1 milliards d'euros. Et que vient-on d'apprendre ? L'Etat a sauvé la culture sans vraiment évaluer les besoins ni jauger les résultats. Il a piloté à vue, provoquant quelques beaux gâchis, et continue de naviguer dans le brouillard. Le constat, développé par la Cour des comptes dans un rapport publié en mars, est d'autant plus douloureux que l'Etat cherche 10 milliards d'euros d'économies et vient de « piquer » 200 millions d'euros à la culture. On imagine que, pour des raisons émotives et politiques, il fallait aller très vite, sauver sans regarder de près. Mais on a frisé le n'importe quoi, au point que « les contrôles visant à récupérer des indus auprès de certains bénéficiaires d'aides demeurent marginaux ».

Prenons les 30 millions d'euros visant à financer 264 œuvres de plasticiens. La liste est longue des reproches adressés par la Rue Cambon envers une commande baptisée « Mondes nouveaux » mais qui ressemble à l'ancien : des artistes choisis par des experts coupés des relais locaux, des populations et des désirs de terrain ; beaucoup d'argent attribué à des agences chargées de faire des études ; la rémunération des auteurs qui n'atteint pas 20 % de la manne ; des œuvres appartenant à ces derniers, alors que l'Etat financeur n'a rien ; une opération qui a négligé le public – pas d'exposition. Le fiasco est tel que la Cour des comptes demande une évaluation précise d'une opération jugée opaque avant d'engager 30 nouveaux millions. Elle ajoute que, si l'argent culturel du Covid a été mal géré, la faute incombe à l'Etat, qui a court-circuité le ministère de la culture au profit d'opérateurs comme la Caisse des dépôts ou Bpifrance.

L'essentiel des griefs est à venir. L'argent ne devait pas servir seulement à sauver le secteur culturel, mais à le moderniser : estimer ce qui marche ou pas, définir des priorités. Il ne s'est rien passé, ou presque, déplorent les magistrats. Pire, de l'argent a été investi dans des programmes en dépit du bon sens. L'Etat n'a pas fait la différence entre un théâtre qui allait mal à cause de la crise liée au Covid-19 et un autre, déjà malade auparavant en raison de dysfonctionnements profonds. Des lieux se sont retrouvés avec plus d'argent que le ministère ne leur en donnait en temps normal.

Une offre qui a explosé

Le résultat ? L'argent du Covid a fait grossir l'offre culturelle. C'est effarant, car aujourd'hui, alors que la pandémie semble loin, le monde du spectacle, déjà mal en point auparavant, se retrouve dans une situation pire. Des théâtres et des opéras n'ont plus l'argent nécessaire pour produire une saison pleine ; ils suppriment une pièce ou une chorégraphie, écartent de jeunes artistes au profit de noms qui font remplir la salle.

La situation est dramatique, mais que le discours ambiant n'aille pas au-delà de l'indignation envers l'Etat-providence, qu'il n'y ait pas une once de recul ou d'autocritique laisse pantois. Le budget du ministère de la culture

PENDANT LA CRISE DUE À LA PANDÉMIE, L'ÉTAT A SAUVÉ LA CULTURE, MAIS SANS ÉVALUER LES BESOINS NI JAUGER LES RÉSULTATS

est en légère augmentation depuis des années. La ponction toute fraîche de 204 millions d'euros va concerner très peu la création, et beaucoup les grosses institutions et le patrimoine (les pierres meurtries ne s'indignent pas). Et puis l'Etat ne représente que 25 % des subventions du spectacle vivant en France. Les villes sont en première ligne, mais un créateur préfère cogner sur un Etat lointain plutôt que sur un maire proche.

Le monde du spectacle adore taper sur Emmanuel Macron, mais il oublie que ses tourments remontent à une époque où le président de la République était un post-ado : depuis près de trente ans, les charges fixes des lieux de spectacle ont plus augmenté que leurs subventions. Et, quand une inflation sévère s'invite au bal, la tension devient catastrophe.

L'intendance doit suivre, diront des créateurs. Mais, là, ils refusent de voir un facteur central : l'offre en spectacles et en festivals a explosé depuis quarante ans et reste orientée à la hausse, alors que le public n'a pas suivi dans les mêmes proportions. La conséquence est rude : depuis vingt ans, un spectacle dans un lieu public est joué en moyenne moins de quatre fois. Il y a vingt ans déjà, Bernard Latarjet, alors président du parc et de la Grande Halle de la Villette, cernait dans un rapport un constat qui n'a pas pris une ride : nous sommes le pays qui produit le plus de spectacles mais qui offre le moins de représentations pour chacun. Avec un travail qui se raréfie, le nombre d'intermittents a explosé lui aussi, et cela a un coût. « On était dix quand j'ai commencé, on est cent aujourd'hui, et ça devient compliqué », nous confie un metteur en scène réputé à la tête d'une compagnie. Le dire publiquement serait vécu comme une trahison. La Cour des comptes s'en charge, répitant qu'il faut stopper cette fuite en avant.

Confrontés au même dilemme, appelés à mieux agir ensemble, le ministère de la culture et les collectivités locales n'ont pas saisi l'intermède Covid-19 pour se mettre autour d'une table afin de lancer une évaluation des lieux de spectacle et des festivals en France. Cela fait vingt ans que l'on parle d'une réforme en profondeur. Rien ne se passe, car le désir est plutôt de soutenir tous les lieux culturels qui se battent sur le terrain pour élargir leur audience, alors que, en termes « macro », le constat est déprimant : un public raboté et vieillissant, des jeunes toujours plus attirés par la culture numérique. Tel un symbole accablant, l'Etat désargenté ne touche pas aux 250 millions d'euros du Pass culture dévolu aux jeunes, ce qui est une façon d'entériner un changement de priorité : le public plutôt que les artistes.

L'année 2025 s'annonce encore plus périlleuse, avec un gouvernement qui veut faire 20 milliards d'euros d'économies. Pas sûr que la culture sera épargnée. Et l'on vient d'apprendre que près d'un festival de musique sur deux a été en déficit en 2023. La tension est telle que l'on voit poindre chez les petits lieux subventionnés en province une hostilité envers les stars qui se donnent en spectacle à Paris. Bref, cela ne pourra pas continuer longtemps comme ça. ■

RWANDA : UN NOUVEAU PAS SALUTAIRE POUR SORTIR DU DÉNI

ÉDITORIAL

Il faut parfois des décennies et des hommes d'une génération nouvelle pour qu'un pays regarde en face les périodes sombres de son histoire. Plus d'un demi-siècle s'était écoulé entre la rafle du Vél d'Hiv de 1942 et la reconnaissance, en 1995, par Jacques Chirac, de la responsabilité de la France dans la déportation des juifs, niée par son prédécesseur François Mitterrand. Le degré supplémentaire que vient de franchir Emmanuel Macron dans l'acceptation de la responsabilité de Paris dans le génocide qui a coûté la vie à 800 000 Tutsi au Rwanda en 1994 constitue une autre manifestation de ce long processus qui conduit à sortir d'un lourd déni national.

Le président de la République, en affirmant que la France « aurait pu arrêter »

les massacres mais « n'en a pas eu la volonté », franchit, de façon salubre, un seuil nouveau à l'occasion du 30^e anniversaire du génocide qui débuta le 7 avril 1994, au lendemain de l'attentat contre le président hutu Juvénal Habyarimana, soutenu par Paris.

Déjà, le 27 mai 2021, à Kigali, Emmanuel Macron avait, lors d'un discours historique s'appuyant sur le rapport de l'historien Vincent Duclert, reconnu solennellement la « responsabilité accablante [de la France] dans un engrenage qui a conduit au pire ». Il s'était abstenu de parler de culpabilité ou de complicité. Cette fois, en insistant sur l'absence de volonté de stopper le génocide, le chef de l'Etat se fait plus précis : le défaut de volonté qu'il met en cause renvoie implicitement aux errements de la politique de François Mitterrand dans son soutien au régime génocidaire.

Qu'il semble loin, le temps où, en 1998, la mission d'information parlementaire dirigée par Paul Quilès s'était contentée d'évoquer une France « mithridatisée face à un contexte dont elle a sous-estimé la gravité », et avait conclu que le pays n'était « nullement impliqué ». Longtemps marquées par une hostilité réciproque confinée à la haine, les relations entre la France et le Rwanda n'ont commencé à se dégeler que lorsque Nicolas Sarkozy, en 2010, à Kigali, a reconnu « des graves erreurs d'apprécia-

tion » et « une forme d'aveuglement » de la part de la France. Emmanuel Macron, lui, a permis la réconciliation avec le Rwanda parmi ses priorités africaines, à la croisée de sa politique de réparation mémorielle et d'une diplomatie qui voit le pays dirigé d'une main de fer par Paul Kagame comme une *success story* économique et un acteur politique de poids en Afrique.

Le président de la République, en délivrant son nouveau message par une vidéo postée sur les réseaux sociaux sans se rendre lui-même aux commémorations organisées par Kigali dimanche, entend sans doute marquer sa distance avec un régime dont la France a condamné officiellement l'implication dans les combats qui font rage dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), frontalière du Rwanda. Une manière de signifier que la réconciliation par la mémoire ne vaut pas blanc-seing pour aujourd'hui.

Emmanuel Macron, dont la politique de vérité sur les pages dérangeantes de l'histoire coloniale et postcoloniale française se heurte à bien des obstacles politiques – face à l'extrême droite – et diplomatiques – face à l'Algérie –, a raison de poursuivre dans cette voie. Si la lucidité sur le passé, vertu propre aux régimes démocratiques, ne constitue nullement une garantie contre les égarements du présent, elle doit servir à s'en préserver. ■

Le Monde | Ateliers

Géopolitique de la Russie

SYLVIE KAUFFMANN

COURS EN LIGNE

De la chute de l'empire russe à la guerre en Ukraine

Découvrez notre cours de géopolitique sur la Russie contemporaine animé par Sylvie Kauffmann, directrice éditoriale au Monde, spécialiste des relations internationales et ancienne correspondante à Moscou. Ce cours propose un retour sur les trente dernières années de la Russie. De la chute de l'empire soviétique à l'invasion de l'Ukraine. Pourquoi et comment le conflit russo-ukrainien a-t-il pu éclater ? Pourquoi et comment les puissances européennes, notamment l'Allemagne et la France, ont-elles été trop clémentes envers les agissements de Vladimir Poutine ? Autant de questions qu'aborde Sylvie Kauffmann en 5 sessions.

CELA FAIT VINGT ANS QU'ON PARLE D'UNE RÉFORME EN PROFONDEUR. RIEN NE SE PASSE